

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 12/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALTOM

1 chemin des Domaines de Beaulieu
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20230712-RAP-63-0954-Inspection-ISDND-Saint-Diery
Code AIOT : 0005601634

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2023 dans l'établissement VALTOM implanté Les Adrets du Treuil 63320 Saint-Diery. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALTOM
- Les Adrets du Treuil 63320 Saint-Diery
- Code AIOT : 0005601634
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Le VALTOM, syndicat mixte départemental, a été créé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1997 pour mettre en œuvre une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire.

Le VALTOM regroupe toutes les collectivités du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire chargées de l'élimination des déchets ménagers.

Le VALTOM exploite l'ISDND du Treuil sur les communes de Saint-Diery et de Saint-Nectaire. L'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 a autorisé le SICTOM des Couzes à étendre et à exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux puis l'arrêté préfectoral du 20 mars 2015 a acté le transfert au VALTOM.

L'installation était autorisée jusqu'au 31 décembre 2019 (10 000 tonnes de déchets non dangereux par an) et est en cours de mise en post-exploitation, cependant l'ISDND n'était plus exploitée depuis mars 2015. La zone de stockage est constituée de trois zones, un casier 1 exploitée jusqu'en 2007, le casier 2 exploité jusqu'en 2013, et le casier 3 exploité jusqu'en mars 2015 avant d'être vidé et remis en état initial.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réalisation des travaux visant à limiter l'arrivée d'eaux parasites entraînant une surproduction de lixiviats (article 1.6.1 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Traitement de lixiviats provenant d'autres ISDND (article 1.6.1 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Contrôle du réseau de captation du biogaz (articles 3.2.2. et 9.2.1 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Fonctionnement de la torchère et valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques (articles 3.2.1 et 3.2.2 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Données météorologiques – Bilan hydrique (article 9.2.5 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Collecte des lixiviats (articles 4.3.2.1 et 4.3.8.2 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Valeurs limites d'émission des eaux résiduelles (articles 4.3.9.1, 4.3.9.2 ; 9.2.2.1 et 9.2.2.2 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Suivi des eaux souterraines (article 9.2.3.1 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Programme de surveillance en post exploitation (articles 1.6.6 et 8.7.1 de l'AP du 24/09/2012 et article 36 de l'AM du 15/02/2016) ;
- Bilan environnement annuel (article 9.4.1.1 de l'AP du 24/09/2012) ;
- Les suites données aux autres constats relevés lors de l'inspection du 24 octobre 2019.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Arrivée d'eaux parasites	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 1.6.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.2.1 et 4.3.8.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traitement de lixiviats extérieurs	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 1.6.1	/	Sans objet
3	Installation de traitement du biogaz	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 3.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Surveillance des rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 3.2.2. et 9.2.1	/	Sans objet
5	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.1.1.	/	Sans objet
6	Données météorologiques	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 9.2.5	/	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.9.1, 4.3.9.2, 9.2.2.1 et 9.2.2.2	/	Sans objet
9	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 9.2.3.1	/	Sans objet
10	Post exploitation	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 8.7.1	/	Sans objet
11	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 9.4.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ISDND n'est plus exploitée depuis mars 2015. Le dossier de cessation d'activité devant permettre de définir la date de post-exploitation n'a pas encore été transmis.

L'inspection du site n'a pas mis en évidence de nuisances olfactives.

Les dispositions relatives à la surveillance du site imposée par l'arrêté préfectoral du 24 septembre 2012 modifié sont respectées.

Bien que la production de biogaz du site se soit affaiblie de manière importante, le dispositif de captation du biogaz doit faire l'objet de travaux de reprise afin de redevenir pleinement opérationnel. Dans le cadre de ces travaux, l'exploitant devra mettre en place un dispositif technique ou organisationnel permettant de s'assurer du bon fonctionnement du réseau de collecte des lixiviats.

La réserve d'eau incendie doit faire l'objet d'un exercice avec les pompiers locaux afin de valider les modalités techniques de pompage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrivée d'eaux parasites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des travaux visant à limiter ces arrivées

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : <p>Une campagne de mesure des hauteurs de liquide sur l'ensemble des puits de captage du biogaz a été effectuée en 2017, indiquant une hauteur de liquide significative dans bon nombre de puits. Les travaux au niveau du bassin des eaux de ruissellement de 2019 ont mis en évidence des entrées d'eaux parasites au niveau du drain sous le casier 1 provenant d'une nappe d'accompagnement du ruisseau Du Treuil.</p> <p>Les travaux prévus en 2021 n'ayant pas été réalisés du fait de retards sur divers autres chantiers (Ambert notamment), le VALTOM a indiqué qu'ils devraient débuter courant 2024 (consultation à venir d'ici fin 2023). Ces travaux auront pour but de limiter l'arrivée d'eaux parasites entraînant une surproduction de lixiviats, avec la réhabilitation du système de captage du biogaz au droit des anciennes zones de stockage et la reprise de certaines zones d'étanchéité de la couverture du casier 1.</p> <p>La part des eaux parasites dans la production de lixiviats va être estimée afin de valider la nécessité de créer une tranchée drainante (laquelle impactera le réseau routier).</p> <p>Dans l'attente des travaux de reprise, le réglage du réseau de captage est effectué au mieux possible par ERIA, comme indiqué dans leur rapport de 2022.</p> <p>L'inspection demande au VALTOM de transmettre un dossier de travaux devant permettre une remise en service complète du réseau de captage de biogaz sous 6 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Traitement de lixiviats extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de PAC du 22 juin 2023
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : <p>Le dossier de porter-à-connaissance relatif aux "apports extérieurs de lixiviats" sur l'ISDND de Saint-Diéry, d'Ambert et de Saint-Sauves a été transmis à l'inspection le 22 juin 2023. L'inspection formule les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Situation par rapport à la rubrique 2791 (< à 10t/j) : il est indiqué dans le dossier que tout apport successif de 30 m³ dans un délai de moins de 3 jours sera proscrit. Cependant, comme évoqué lors de nos premiers échanges sur le dossier de Saint-Sauves, une mesure technique est nécessaire. La modulation du débit de traitement des STEP d'Ambert et Saint-Diéry pourrait par ex être précisée, à l'instar de ce qui se fait sur Saint-Sauves en adaptant le débit de pompage dans le bassin de stockage intermédiaire ;

<ul style="list-style-type: none"> - Il paraît utile de compléter ce dossier en dressant un bilan des premiers mois de traitement des lixiviats de La Taupe sur Saint-Sauves (résultats d'analyse, utilisation de consommable, production de déchets,...) ; - Acceptabilité des STEP : sur le site de Saint-Sauves, le VALTOM disposait de données issues de SUEZ justifiant que l'installation était en capacité de traiter la charge supplémentaire (sauf pour les COT où il y avait un doute). De telles études existent-elles pour Ambert et Saint-Diery ? Pourriez-vous préciser le volume maximum accepté par semaine pour ces installations (par ex, une quantité maximale de 30 m³ par semaine était prévue pour Saint-Sauves, niveau qui n'a finalement pas été atteint) ? - Plus spécifiquement, les arrivées d'eaux parasites sur le site de Saint-Diery en période hivernale avaient été mises en avant pour justifier l'impossibilité d'envoyer des lixiviats de La Taupe sur ce site, pourtant plus proche que Saint-Sauve par rapport à Vergongheon. Le dossier de PAC doit préciser comment ces arrivées d'eaux seront gérées par rapport aux apports extérieurs de lixiviats et aux risques de débordement du bassin ? ; - Caractéristiques des bassins de récupérations des lixiviats : il convient de confirmer que le dimensionnement des bassins des sites resteront conformes aux dispositions de l'art 11-II de l'AM du 15/02/2016 avec ces apports extérieurs supplémentaires ?
Observations : - Répondre aux observations formulées par l'inspection sur le dossier de porter-à-connaissance relatif aux "apports extérieurs de lixiviats" sur l'ISDND de Saint-Diery, d'Ambert et de Saint-Sauves transmis le 22 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installation de traitement du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Fonctionnement de la torchère
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La ou les installations de destruction du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement. Les gaz de combustion de la torchère doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.
Constats : La température de combustion des gaz est mesurée en continu par le système issu du fonctionnement de la torchère. Parallèlement, une mesure directe de la température des fumées est réalisée annuellement par un organisme de contrôle extérieur, permettant d'avoir une vérification du capteur température de la torchère. Les relevés de température montraient de nombreux épisodes où la température de combustion instantanée mesurée est inférieure à 900 °C. Ces relevés étaient dus à des quantités de gaz captés trop faible, nécessitant un arrêt de la torchère pour permettre la reprise en biogaz du réseau. Dans son rapport annuel 2022, la société EIRA a recommandé, afin de permettre une combustion à température satisfaisante (> 900 °C), l'installation d'une horloge numérique à batterie pour la gestion des mises en route et arrêt de la torchère. L'horloge a été installée en février 2023. Depuis, la torchère fonctionne en marche cyclique, actuellement pendant une période de 1 heure 30 par jour, de 9H15 à 10H45 (horaires indiqués dans le panneau de commande de la torchère). Il n'y a pas eu de relevés de température non conforme depuis.

Le dernier relevé de température a été effectué le 13 juin 2023 : 928 °C. Lors de l'inspection, la température de la torchère était de 948° C à 10h44.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 3.2.2. et 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite d'émission et fréquence d'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.2 : Le débit de biogaz consommé au niveau des différentes installations de destruction thermique est mesuré en continu. Les résultats de mesure sont rapportés aux conditions normales de température et de pression ; température de 273 Kelvin pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec. Les rejets atmosphériques de la torchère doivent respecter les seuils suivants : CO < 150 mg/Nm3 SO2 < 650 mg/Nm3.</p> <p>Article 9.2.1 : L'exploitant effectue un contrôle mensuel de la composition du biogaz capté sur l'installation de stockage, en particulier en ce qui concerne la teneur en CH4, CO2, O2 et H2S. Au moins une fois par an ce programme est complété par les teneurs en H2 et H2O.</p> <p>L'exploitant fait procéder par un organisme extérieur compétent, à un contrôle de la qualité des rejets atmosphériques de la torchère en ce qui concerne les paramètres SO2, CO, HCl, H2S et HF annuellement. L'exploitant devra s'assurer que les hypothèses prises en compte dans l'étude des risques sanitaires réalisée sont bien majorantes. Notamment, des contrôles complémentaires du paramètre H2S devront être réalisés et les conclusions de cette étude de vérification des hypothèses transmises dans le bilan annuel d'activité.</p> <p>Les résultats de mesure exprimés en mg/m3 sont rapportés aux conditions normales de température et de pression ; température de 273 Kelvin pour une pression de 103,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.</p> <p>Les valeurs limite à respecter sont celles de l'Article 3.2.2.</p> <p>Constats : Des analyses mensuelles de la qualité du biogaz capté en amont de l'installation de combustion, ainsi que des analyses semestrielles des gaz de combustion en sortie de torchère sont réalisées par un organisme de contrôle. La fréquence des analyses réalisées est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral. Les analyses de biogaz captés sont réalisées mensuellement.</p> <p>Elles comprennent la composition en méthane (CH4), dioxyde de carbone (CO2), monoxyde de carbone (CO), dioxygène (O2), sulfure d'hydrogène (H2S), et en dihydrogène (H2) et en vapeur d'eau (H2O) ; parallèlement, la pression atmosphérique et le débit de biogaz sont relevés.</p> <p>Les dernières analyses, réalisées en février, mars, avril, mai et juin 2023, ont été consultées durant l'inspection. Les paramètres mesurés sont ceux prévus par l'AP.</p> <p>S'agissant des torchères, l'isolant du fût de la cheminée a été remplacé en 2021 car sa détérioration était soupçonnée d'être à l'origine des dépassements en CO (changement d'isolement réalisé fin octobre 2021). L'analyse réalisé début 2022 a permis de vérifier l'évolution des rejets en monoxyde de carbone, et a montré un retour à des valeurs correctes avec une</p>

moyenne relevée à 5,9 mg/Nm ³ .
La prochaine campagne d'analyse est prévue en octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Action nationale sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'alimentation en eau de l'établissement se fait à partir du réseau public d'eau potable. Les installations de prélèvement d'eau dans le réseau communal sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur sur chaque circuit d'alimentation. L'eau est utilisée : <ul style="list-style-type: none"> • au lavage des sols, • aux usages domestiques pour les personnes présentes sur site.
Constats : L'eau est utilisée sur site pour : <ul style="list-style-type: none"> - le lavage des sols et des véhicules, - les usages domestiques pour les personnes présentes sur site. <p>La consommation d'eau est relevée mensuellement. En 2022, celle-ci s'élevait à 1500 m³.</p> <p>Le VALTOM souhaite mettre en place des systèmes de récupération des eaux de pluie pour le lavage de quais sur les sites d'Ambert et de Saint-Diéry, avec l'aide de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne. Les dossiers doivent être déposés en septembre 2023 auprès de l'Agence de l'Eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Données météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan hydrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents rejetés). Les données météorologiques nécessaires sont issues d'instrumentation sur site (pluviométrie, évapotranspiration...) et, à défaut, doivent être recherchées auprès de la station météorologique la plus proche du site et reportées sur le registre. <p>Ce bilan est calculé au moins annuellement. Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et à réviser, si nécessaire, les aménagements du site.</p>
Constats : Le registre des données météo a été présenté en séance. Sont consignés, chaque jour ouvré, les T°C, la pluviométrie et l'ensoleillement. <p>Le rapport mensuel d'OVIVE (prestataire en charge de l'entretien de la STEP) précise le volume rejeté mensuellement.</p>

<p>Un suivi niveau de la hauteur du bassin lixiviât est également mis en place afin de prévenir tout risque de débordement notamment en période hivernale (fonte de neige).</p> <p>Le bilan hydrique n'est pas formellement réalisé.</p>
<p>Observations :</p> <p>- Etablir un bilan hydrique pour 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Collecte des lixiviats

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.2.1 et 4.3.8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et traitement des lixiviats</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.3.2.1 : Drainage, collecte et stockage des lixiviats L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 30 cm, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et le contrôle du bon fonctionnement des drains. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour vérifier le respect de cette limite. Des équipements de collecte et de stockage avant traitement des lixiviats sont réalisés pour chaque catégorie de déchets faisant l'objet d'un stockage séparatif sur le site. Les lixiviats sont collectés dans un ou des bassins adaptés correctement dimensionnés d'une capacité totale d'au minimum 800 m3.</p> <p>Article 4.3.8.2 : Traitement des lixiviats Les lixiviats collectés sont traités sur site par une installation capable d'atteindre les performances fixées à l'article 4.3.9.1. avant d'être rejetés directement dans la Couze Chambon. L'exploitant met en place un dispositif de comptage des lixiviats produits. Un relevé mensuel est consigné dans un registre, tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dysfonctionnement de la station de traitement, le traitement des lixiviats dans une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle ou le raccordement à une telle station, pourra être envisagé à condition que celle-ci soit apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration. Ce mode de traitement est subordonné à une information préalable du préfet. Le cas échéant, une convention de rejet est établie entre le gestionnaire de la station et l'exploitant de l'installation de stockage afin de préciser les conditions techniques et financières du déversement des lixiviats dans le réseau d'assainissement. Sont interdits la dilution des lixiviats et l'épandage des lixiviats.</p>
<p>Constats :</p> <p>- Drainage, collecte et stockage des lixiviats : Le site ne comporte pas de puits de collecte (écoulements gravitaires) à l'exception d'un puits disposant d'une pompe de relevage dans le casier 2. Aucun relevé de niveau de ce puits n'est cependant réalisé.</p> <p>L'exploitant doit prendre, sous 1 mois, les dispositions nécessaires pour respecter les dispositions de l'article 4.3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 24/09/12. Le VALTOM doit prévoir dans les travaux prévus pour 2024 un dispositif permettant de contrôler efficacement le bon fonctionnement des drains de lixiviats. Le volume du bassin de récupération des lixiviats doit être justifié. L'inspection du bassin a montré que celui-ci avait un niveau plutôt bas. La clôture du bassin de récupération des lixiviats est en partie manquante et doit être reprise</p>

dans les meilleurs délais.
Le niveau du bassin de collecte des eaux de ruissellement était à environ 1m de la surverse.
- Traitement des lixiviats : Les lixiviats collectées sont traités sur site par la STEP du site avant d'être rejetés directement dans la Couze Chambon. L'exploitant relève et consigne quotidiennement le débit des lixiviats produits par le site (c'est-à-dire entrant dans la lagune).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.9.1, 4.3.9.2, 9.2.2.1 et 9.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limite et fréquence d'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.3.9.1. Seuils des rejets des effluents liquides Cf. tableau dans l'arrêté</p> <p>4.3.9.2 ; Référence : N° 3 et N°4 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.1.) : Eaux de lavage des véhicules et eaux pluviales de ruissellement sur les parties imperméabilisées après passage par un débourbeur-déshuileur, eaux pluviales du quai de transfert après passage par un séparateur d'hydrocarbures. Valeurs limites de rejets : Hydrocarbures totaux 5 mg/L Une analyse de cet effluent est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>9.2.2.1 Suivi des eaux de ruissellement l'ensemble des paramètres fixés à l'article 4.3.9.1. sont analysés trimestriellement, ainsi que le pH et la conductivité. Leur volume est également déterminé au minimum une fois par trimestre.</p> <p>9.2.2.2. Suivi des rejets de lixiviats par l'exploitant L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous : Volume : Mensuelle PH, Paramètres et substances cités à l'article 4.3.9.1., conductivité et chlorures : Trimestrielle</p> <p>9.2.2.2</p>
<p>Constats :</p> <p>- Lixiviats : Les valeurs limite de rejet sont respectées. Un dépassement ponctuel en décembre 2022 a été enregistré pour le phosphore (8,31 mg/l pour une VL à 2 mg/l). Ce dépassement serait lié à une dégradation de matière organique importante durant cette période. Le retour à une valeur conforme a été constaté en février 2023. La dernière analyse réalisée le 21 avril 2023 donne une concentration de 0,83 mg/l en phosphore.</p> <p>- Eaux de ruissellement : La dernière mesure réalisée le 21 avril 2023 a donné un pH à 9,7. Conformément à l'article 4.3.8.1. de l'arrêté, en cas d'anomalie (pH < 6,5 ou > 8,5 ou conductivité > 3000 µS/cm), aucune vidange du bassin n'a été effectuée dans l'attente de la réalisation des analyses des paramètres fixés à l'article 4.3.9.1. Le rapport émis le 09 mai 2023 a montré que les valeurs limites fixées pour les autres paramètres</p>

<p>étaient respectées. Cependant, il n'y a pas eu de nécessiter de vidanger le bassin depuis (l'évaporation est suffisante pour le moment).</p> <p>Une procédure écrite pour la gestion des eaux de ruissellement a été mise en place par le VALTOM.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 9.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle des eaux souterraines. Ce réseau, constitué d'au moins 4 puits de contrôle, doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site. L'exploitant doit procéder à un contrôle de la qualité des eaux souterraines à partir des prélèvements effectués dans les 4 piézomètres implantés en périphérie de la zone de stockage de déchets deux fois par an, en périodes de hautes et de basses eaux, pendant la phase d'exploitation et de suivi. Les piézomètres sont répartis : 1 à l'amont (PZ4) et 3 à l'aval (PZ1, PZ3 et PZ5) et selon le plan en annexe 3. Les paramètres mesurés semestriellement sont le niveau piézométrique, le pH, la conductivité, DCO, DBO5, COT, AOX, les phénols, les métaux totaux, les chlorures et les hydrocarbures totaux.</p> <p>Constats : Le site du Treuil est actuellement équipé de 3 piézomètres. Un piézomètre en amont hydraulique de la zone d'exploitation : Pz 1, et deux piézomètres en aval hydraulique : Pz 2 et Pz 3.</p> <p>Par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 24/09/12 (annexe 3), la numérotation des Pz a évolué et un Pz a été supprimé.</p> <p>Le réseau piézométrique est surveillé et contrôlé semestriellement par CARSO-LSEH, laboratoire accrédité COFRAC et agréé par le ministère en charge de l'environnement.</p> <p>Pour l'année 2022, la surveillance des eaux souterraines est marquée par l'impossibilité de prélèvements au droit du Pz 1 malgré sa réhabilitation fin 2020. Cependant, les piézomètres implantés en aval hydraulique du site ne montrent pas de variation notable sur l'année 2022, dans la continuité des valeurs relevées les années précédentes.</p> <p>Une campagne de détection du bruit de fond radiologique des eaux souterraines a été effectuée sur le site durant la campagne annuelle de 2019. La prochaine campagne de contrôle est prévue durant la campagne de surveillance de l'année 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Post exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 8.71
Thème(s) : Risques chroniques, Dossier de cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'article R 512-74 du Code de l'Environnement, l'exploitant adresse au moins 6 mois avant la fin de l'exploitation un dossier comprenant :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • le plan d'exploitation à jour du site • un mémoire sur les mesures prises pour assurer la protection de l'environnement • un descriptif de l'insertion du site dans l'environnement • le relevé topographique du site et une étude de stabilité du dépôt • une étude sur l'usage qui peut être fait de la zone exploitée et couverte • les modalités de surveillance que l'exploitant se propose de mettre en œuvre • un mémoire sur la réalisation des travaux couverts par des garanties financières.
<p>Constats : La période post exploitation n'a pas démarré officiellement (en attente dossier de cessation d'activité).</p> <p>Le dossier de cessation partielle d'activité est à faire sur les casiers 1 et 2 pour fixer le début de la période post exploitation.</p> <p>Le VALTOM a indiqué que le dossier de cessation d'activité était en cours de finalisation et que celui-ci serait transmis d'ici la fin de l'année 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>- Transmettre le dossier de cessation d'activité à la préfecture du Puy-de-Dôme d'ici la fin de l'année 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Bilan environnement annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 9.4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration 2023 au titre de l'année 2022</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets traités à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit confirmer que les émissions de méthane du site de Saint-Diéry au titre de l'année 2002 restent sous le seuil fixé par l'AM du 31 janvier 2008 (100 tonnes par an).</p>
<p>Observations :</p> <p>- confirmer que les émissions de méthane du site de Saint-Diéry au titre de l'année 2002 restent sous le seuil fixé par l'AM du 31 janvier 2008 (100 tonnes par an).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 12 : Réserve incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/09/2012, article 4.3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suite de l'inspection du 24 octobre 2019</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de lavage et de ruissellement issues des aires imperméables sont gérées comme des eaux</p>

de ruissellement internes après passage dans un décanteur-déshuileur conforme aux normes en vigueur.

Les eaux de ruissellement intérieures au site non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets transitent avant rejet au milieu naturel par un bassin de stockage étanches de 1500 m³ au minimum et, en tout état de cause, dimensionnés pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale, permettant une décantation et un contrôle de leur qualité. Une partie de ce bassin constitue une réserve d'eau de lutte contre l'incendie, d'un volume utile minimal de 480 m³.

L'exploitant prend les dispositions permettant de limiter le débit de rejets de ces eaux à 20L/s.

Les eaux de lavage des quais de transfert sont collectées via le réseau de collecte des eaux usées et traitées par la station de traitement des lixiviats de l'ISDND. Les eaux pluviales recueillies sur le quai de transfert sont collectées par le réseau pluvial et envoyées vers un bassin de rétention enterré d'un volume de 70 m³ ; l'ouvrage en sortie régule le débit de sortie des eaux pluviales à 5 l/s, puis elles sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être dirigées vers le milieu naturel. Les eaux pluviales recueillies sur la plate-forme des déchets verts sont collectées et évacuées vers le milieu naturel après passage dans un débourbeur déshuileur.

Des dispositions sont prises afin d'éviter les écoulements d'eau de ruissellement vers le bassin de collecte des lixiviats.

Constats :

Le bassin de récupération des eaux de ruissellement constitue une réserve d'eau contre l'incendie ; l'accès au bassin n'a pas été validé par les pompiers, de même que son utilisation avec les pompes existantes du fait de la forte dénivellation entre le bassin et les installations.

L'inspection réitère sa demande visant à ce que l'exploitant prenne l'attache des pompiers locaux pour réaliser des essais sur site sous 3 mois.

Par ailleurs, il pourrait être utile d'estimer le volume du bassin tampon régulant le débit de rejet du quai de transfert afin d'étudier si celui-ci pourrait être utilisé comme réserve incendie pour le quai de transfert.

Observations :

- estimer le volume du bassin tampon régulant le débit de rejet du quai de transfert afin d'étudier si celui-ci pourrait être utilisé comme réserve incendie pour le quai de transfert.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois